

STAATSBLAD

VAN

NEDERLANDSCH-INDIË

1940 No. 99 TRACTATEN. KOELTECHNIEK. Aanteekening van het Koninklijk besluit van 19 Februari 1940 (Nederlandsch Staatsblad No. 13) bepalende de bekendmaking van het op 31 Mei 1937 te Parijs gesloten herziene internationaal verdrag van 21 Juni 1920 tot oprichting te Parijs van een Internationaal Instituut voor Koeltechniek.

Besluit van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië van 5 April 1940 No. 14. -

Gelet, enz.;

Gelezen het schrijven van den Minister van Koloniën van 12 Maart 1940, 7de Afdeeling, Bur. W. Z., No. 6/163, houdende uitnoodiging tot openbaarmaking van het Koninklijk besluit van 19 Februari t.v., bepalende de bekendmaking van het op 31 Mei 1937 te Parijs gesloten herziene internationaal verdrag van 21 Juni 1920 tot oprichting te Parijs van een Internationaal Instituut voor Koeltechniek, welk verdrag op 31 Januari 1940 voor Nederlandsch-Indië is in werking getreden;

Is goedgevonden en verstaan:

Van het vorenstaande aanteekening te houden en te gelasten, dat voormeld Koninklijk besluit zal worden bekendgemaakt door plaatsing in het Staatsblad van Nederlandsch-Indië van dit besluit met een afschrift van voormelde stukken en een vertaling van het verdrag zooals die voorkomen in het Nederlandsch Staatsblad van 1940 No. 13.

No. 99, 1940

2

Afschrift, enz. -

Ter ordonnantie van den Gouverneur-Generaal
van Nederlandsch-Indië:

De Algemeene Secretaris,
J. M. KIVERON.

Uitgegeven den negentienden April 1940.

De Algemeene Secretaris,
J. M. KIVERON.

Nederlandsch
Staatsblad
No. 13.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS,
KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES
VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsehe Zaken van den 15den Februari 1940, Directie van het Protocol, No. 5473;

Gezien de Wet van 2 November 1939 (Staatsblad No. 31), houdende goedkeuring van het op 31 Mei 1937 te *Parijs* gesloten herziene internationaal verdrag van 21 Juni 1920 tot oprichting te *Parijs* van een Internationaal Instituut voor Koeltechniek, van welk verdrag een afdruk en eene vertaling bij dit besluit zijn gevoegd;

Overwegende, dat genoemd verdrag door Ons voor het Rijk in *Europa* en *Nederlandsch-Indië* is bekrachtigd en dat Onze akte van bekrachtiging op 31 Januari 1940 te *Parijs* in de archieven van de Fransche Regeering is nedergelegd;

Overwegende mede, dat de hierna genoemde landen reeds tevoren hunne akten van bekrachtiging hebben nedergelegd, te weten: *Australië, België, Denemarken, Finland, Griekenland, Groot-Britannië en Noord-Ierland, Italië, Noorwegen, Polen, Unie van Zuid-Afrika* en *Zweden*, en dat *Canada* en *Marokko* tot het verdrag zijn toetreden;

Overwegende wijders, dat het verdrag, overeenkomstig het bepaalde in artikel 11, op 31 Januari 1940 voor het Rijk in *Europa* en *Nederlandsch-Indië* is in werking getreden;

Hebben goedgevonden en verstaan:
meergenoemd verdrag, alsmede de vertaling daarvan, te doen bekendmaken door de plaatsing van dit besluit in het Staatsblad.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen te dezen wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 19den Februari 1940.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
E. N. VAN KLEFFENS.

Uitgegeven den eersten Maart 1940.

De Minister van Justitie,
P. S. GERBRANDY.

ACCORD

portant modifications à la convention internationale signée
à Paris le 21 juin 1920 pour la création à Paris d'un Institut
International du Froid,

conclu

entre l'Allemagne, la République Argentine, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, la Chine, la République de Costa-Rica, la République Cubaine, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, l'Algérie, les Colonies de l'Afrique occidentale française, Madagascar, la Grande-Bretagne et l'Union de l'Afrique du Sud, le Canada, le Commonwealth d'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Indes, la Grèce, la République d'Haïti, l'Italie et ses colonies d'Erythrée, de Cyrénaïque, de Tripolitaine et des Somalis, le Japon, le Luxembourg, le Maroc, la Norvège, la République de Panama, les Pays-Bas et les Indes néerlandaises, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Suède, la Suisse, la République Tchéco-Slovaque, la Tunisie, l'Union des Républiques soviétiques socialistes, l'Uruguay et la Yougoslavie.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à maintenir et à entretenir l'Institut International du Froid dont le siège est à Paris.

Font partie de l'Institut International du Froid, en qualité de membres jouissant des droits et soumis aux obligations définis par la présente Convention :

1^o. Les États contractants, ainsi que leurs territoires d'outre-mer et leurs colonies qu'ils ont désignés en procédant à la signature de la présente Convention et qui figurent à la liste ci-annexée ;

2^o. Les États qui ne sont pas parties à la présente Convention, les territoires d'outre-mer et colonies, qui ne figurent pas à la liste ci-dessus si les États intéressés

adhèrent à ladite Convention à titre métropolitain ou pour des territoires d'outre-mer ou des colonies, et si l'admission du nouveau membre à l'Institut International du Froid est prononcée par le Comité Exécutif prévu à l'article 5 ci-après, à la majorité des deux tiers des États, Dominions ou Colonies représentés. La demande sera adressée au Directeur de l'Institut; elle comportera l'engagement de participer par une subvention annuelle aux frais de l'Institut, dans les conditions déterminées par l'article 9. Dès qu'une admission aura été prononcée, avis en sera donné par le Directeur au Ministre des Affaires étrangères de la République française qui la notifiera à tous les Gouvernements adhérents.

Art. 2.

Les personnes morales ou privées, ayant joué un rôle dans la science et les industries du froid, et les bienfaiteurs de l'Institut International du Froid pourront, par une décision du Comité Exécutif, recevoir le titre de membre correspondant de l'Institut.

Art. 3.

L'Institut, bornant son action dans le domaine international, a pour objets principaux:

- 1°. De favoriser l'enseignement de la science et de la pratique du froid, ainsi que le développement et la vulgarisation des études et des recherches scientifiques ou techniques effectuées dans ce domaine;
- 2°. De favoriser l'étude des meilleures solutions des questions se rapportant à la conservation, au transport et à la distribution des denrées périssables;
- 3°. De faire connaître, en indiquant l'origine des renseignements publiés, la situation mondiale des denrées frigorifiées au triple point de vue de la production, de la circulation et de la consommation;
- 4°. De centraliser, en vue de leur publication, tous les renseignements et documents scientifiques, techniques et économiques concernant la production et l'utilisation du froid;
- 5°. De centraliser, pour leur étude, les lois, règlements et renseignements de toute nature, intéressant les industries du

froid et de présenter, s'il y a lieu, à l'approbation des Gouvernements les mesures tendant à l'amélioration et à l'unification des règlements concernant la circulation internationale des produits susceptibles de bénéficier des applications du froid;

6°. D'organiser les Congrès internationaux du froid;

7°. De se tenir en liaison constante avec les groupements scientifiques et professionnels intéressés en vue d'assurer la réalisation de son programme d'action.

Toutes les questions qui touchent les intérêts économiques, la législation et l'administration d'un Etat particulier sont exclues de la compétence de l'Institut International du Froid.

Art. 4.

L'Institut International du Froid est placé sous l'autorité et le contrôle d'une Conférence générale composée de représentants désignés par les Membres de l'Institut. Ceux de ces membres, qui ne désirent pas nommer de représentants officiels, peuvent faire agréer par l'Institut International du Froid un groupement qualifié qui représentera leur pays, en leur lieu et place.

Le nombre des représentants de chaque Membre de l'Institut dans la Conférence générale est celui fixé par l'article 9 de la présente Convention, qui règle la participation des Membres de l'Institut aux dépenses de cet Institut. Les membres de la Conférence empêchés d'assister à une réunion ont le droit de donner leur procuration à un de leurs collègues de la Conférence.

La Conférence Générale se réunit au moins tous les quatre ans. Son Président est élu, à la majorité des voix, pour cinq années correspondant à chacune des périodes quinquennales prévues à l'article 10.

Art. 5.

Le pouvoir exécutif de l'Institut International du Froid est confié à un Comité Exécutif qui, sous la direction et le contrôle de la Conférence générale, en exécute les délibérations et prépare les propositions à lui soumettre.

Le Comité Exécutif est composé de membres désignés par

les autorités qualifiées des membres de l'Institut. Chacun de ces membres sera représenté dans le Comité Exécutif par une personne.

Les Présidents des Commissions internationales, prévues à l'article 7 de la présente Convention, ont entrée au Comité Exécutif avec voix consultative.

Le Comité Exécutif se réunit au moins une fois par an. Il est chargé de faire exécuter les décisions de la Conférence générale. Il a le plein contrôle sur l'administration de l'Institut. Il nomme au scrutin secret le Directeur qui remplit les fonctions de Secrétaire Général de la Conférence Générale et du Comité Exécutif. Il fixe le règlement organique du personnel, ainsi que toutes les dispositions nécessaires au fonctionnement de l'Institut.

Les membres du Comité Exécutif, empêchés d'assister à une réunion, ont le droit de donner leur procuration à un de leurs Collègues du Comité.

Dans l'intervalle des sessions, le Comité Exécutif possède les pouvoirs de la Conférence Générale sous réserve de ratification par celle-ci des décisions prises.

Dans tous les cas, les délibérations ne sont valables qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

Le Comité Exécutif choisit, dans son sein, un Comité Directeur composé d'un Président, 6 Vice-Présidents et un Comité d'Administration, composé de 15 membres, celui-ci étant chargé spécialement de préparer le budget et de présenter un rapport annuel sur la situation financière de l'Institut.

Sous le contrôle du Comité d'Administration, le Directeur mandate les dépenses et opère les recettes. Il signe toutes quittances et tous reçus; il acquitte, accepte, endosse ou tire toute traite, effet ou mandat pour le compte de l'Institut.

Le Président de la Conférence Générale a accès, à titre consultatif, aux séances du Comité Exécutif et du Comité d'Administration.

Art. 6.

Le fonctionnement de l'Institut est assuré par un personnel rétribué comprenant un Directeur, nommé par le Comité

Exécutif, et les agents nécessaires au fonctionnement de l'Institut.

La nomination et la révocation des employés de toute catégorie appartiennent au Directeur, qui en est responsable devant le Comité Exécutif.

Art. 7.

Les études prévues par l'article 3 de la présente Convention sont entreprises et poursuivies soit par des Commissions internationales dont le nombre et les attributions sont fixées par la Conférence Générale, soit par des experts désignés par la Conférence Générale.

Ces études se rapportent aux questions ayant trait à la production et à l'utilisation du froid dans tous les domaines et notamment :

- A l'obtention des basses températures ;
- Au matériel et aux installations frigorifiques ;
- Aux applications industrielles du froid ;
- Aux transports ;
- A la législation ;
- A l'enseignement ;
- A l'économie générale et à la statistique.

Le Président de chacune de ces Commissions est choisi par la Conférence Générale et en est le rapporteur devant elle.

La composition de chaque Commission est fixée par le Comité Exécutif sur propositions présentées par le Président de ladite Commission, en tenant compte des vœux exprimés par les Associations du Froid ou autres organismes scientifiques ou industriels des pays adhérant à la présente Convention.

Art. 8.

Les travaux des Commissions et les renseignements de toute nature, recueillis par l'Office central de l'Institut, en vertu de l'article 3 de la présente Convention, sont publiés par la voie d'un bulletin. Cette publication officielle est faite en anglais et en français mais une édition dans toute autre langue des pays...

mesure où les ressources ordinaires et extraordinaires de l'Institut le permettront.

Le service gratuit du bulletin est effectué à tous les pays adhérant à la présente Convention dans une proportion fixée, selon la catégorie dans laquelle ils sont inscrits, par la Conférence Générale.

Art. 9.

Les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'Institut sont couvertes:

1°. par les subventions annuelles des Membres de l'Institut qui acceptent de prendre part à son fonctionnement. Ces contributions, payables en toutes devises librement négociables, sont fixées en francs-or, d'un poids de 10/31^e de gramme, au titre de 0,900 de fin¹⁾ suivant les catégories ci-après:

Catégories.	Subventions annuelles en francs-or.	Nombre de voix dont disposent les Membres à la Conférence Générale et au Comité Exécutif.
I		
II	4.800	6
III	3.600	5
IV	2.400	4
V	1.600	3
VI	800	2
	400	1

2°. Par les recettes provenant des abonnements au Bulletin et de la vente des publications de l'Institut réalisées dans les conditions fixées par le Comité Exécutif;

3°. Par les souscriptions, dons et legs qui peuvent lui advenir légalement en vertu notamment de l'application de l'Article 2 de la présente Convention.

1) Unité monétaire prévue à l'article 28 de la Convention postale Universelle du 28 juin 1929 promulguée en France par le décret du 17 mars 1933.

Les sommes représentant la part contributive de chacun des Pays contractants sont versées par ces derniers au commencement de chaque année, au Directeur de l'Institut, par l'entremise du Ministère des Affaires Etrangères de la République française.

Art. 10.

La présente Convention est conclue pour une période de dix années. A l'expiration de ce terme, elle sera renouvelée par tacite reconduction de cinq en cinq années. Chacun des membres de l'Institut a le droit de se retirer de l'Institut ou de modifier la catégorie dans laquelle il s'est rangé, après chaque période, sur avis préalable d'une année au moins.

Chaque membre de l'Institut admis ultérieurement est lié jusqu'à l'expiration de la première période de dix années, s'il est admis dans les cinq premières années de cette période. Dans le cas contraire, il est lié jusqu'à l'expiration de la période additionnelle de cinq années qui suit celle au cours de laquelle il est admis.

Art. 11.

La présente Convention sera ratifiée. Chaque Puissance adressera, dans le plus court délai possible, sa ratification au Gouvernement français par les soins duquel il en sera donné avis aux autres pays signataires.

Les ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement français.

La présente Convention entrera en vigueur, pour chaque pays signataire, le jour même du dépôt de son acte de ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-après, dont les pouvoirs ont été reconnus en bonne et due forme, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le 31 mai 1937.

Les Pour

Pour la République Argentine:

L.S. T. A. LE BRETON.

Pour la Belgique:

L.S. Comte DE KERCHOVE.

Pour le Brésil *ad referendum*:

L.S. L. M. DE SOUZA-DANTAS.

Pour la Bulgarie:

L.S. C. BATOLOFF.

Pour la Chine:

L.S. V. K. WELLINGTON KOO.

Pour la République de Costa-Rica:

Pour la République cubaine:

L.S. José René MORALES.

Pour le Danemark:

L.S. T. BULL.

Pour l'Espagne:

Pour les États-Unis: 1)

Pour la Finlande:

L.S. Harri HOLMA.

1) En ce qui concerne les États-Unis d'Amérique qui, comme en 1920, ne l'ont pas signé, cet accord a été accepté par l'American Institute of Refrigeration qui en a donné directement connaissance à l'Institut international du Froid. Communication de cette adhésion à été faite au Ministère des Affaires Etrangères.

Pour la France :

L.S. Yvon DELBOS.

Pour l'Algérie :

L.S. Yvon DELBOS.

Pour les colonies de l'Afrique occidentale française
et pour Madagascar :

L.S. Yvon DELBOS.

Pour la Grande-Bretagne et pour les Indes :

En signant la présente Convention :

1°) Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de
l'Irlande du Nord et

2°) Pour les Indes,

Je déclare :

1°. Que ma signature est apposée sous réserve du droit de
se retirer de l'Institut avec avis préalable d'une an-
née au moins, à partir du 21 juin 1940 ;

2°. Que dans les relations entre Sa Majesté le Roi de
Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britan-
niques au delà des Mers, Empereur des Indes, et les
autres Hautes Parties Contractantes qui auront rati-
fié la présente Convention, celle-ci remplacera la Con-
vention du 21 juin 1920 à partir du jour même du dé-
pôt de son instrument de ratification à l'égard : 1°. du
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du
Nord ; 2°. des Indes.

L.S. H. Lloyd THOMAS.

Pour le Commonwealth d'Australie :

L.S. H. Lloyd THOMAS.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud :

L.S. Eric H. LOUW.

Per

Pour la Nouvelle-Zélande :

L.S. D. J. JORDAN.

Pour la Grèce :

L.S. N. POLITIS.

Pour la République d'Haïti :

Pour l'Italie :

L.S. V. CERRUTI.

Pour les colonies italiennes d'Érythrée, de Cyrénaïque, de Tripolitaine et des Somalis :

L.S. V. CERRUTI.

Pour le Japon :

L.S. MITANI.

Pour le Luxembourg :

L.S. Ant. FUNCK.

Pour le Maroc :

Pour la Norvège :

L.S. GRONVOLD.

Pour la République de Panama :

Pour les Pays-Bas et les Indes néerlandaises :

L.S. J. LOUDON.

Pour le Pérou :

Pour la Pologne :

L.S. J. LUKASIEWICZ.

Pour le Portugal:

Pour la Roumanie:

L.S. C. CESIANO.

Pour la Suède:

L.S. E. HENNINGS.

Pour la Suisse:

L.S. DUNANT.

Pour la République Tchèqueoslovaque:

L.S. Stefan OSUSKY.

Pour la Tunisie:

L.S. TRONET.

Pour l'Union des Républiques soviétiques socialistes:

L.S. Eugène HIRSCHFELD.

Pour l'Uruguay:

L.S. Pablo PENANDO.

Pour la Yougoslavie:

L.S. Bojidar POURITCH.

VERTALING.

VERDRAG

tot wijziging van het internationaal verdrag, den 21sten Juni 1920 te Parijs geteekend, tot oprichting te Parijs van een Internationaal Instituut voor Koeltechniek,

gesloten

tusschen Duitschland, de Argentijnsche Republiek, België, Brazilië, Bulgarije, China, de Republiek Costa-Rica, de Cubaansche Republiek, Denemarken, Spanje, de Vereenigde Staten, Finland, Frankrijk, Algerië, de Koloniën van Fransch-West-Afrika, Madagascar, Groot-Britannië en de Unie van Zuid-Afrika, Canada, het Gemeenebest van Australië, Nieuw-Zeeland, Britsch-Indië, Griekenland, de Republiek Haïti, Italië en zijn Koloniën Erythrea, Cyrenaïca, Tripolis en Somaliland, Japan, Luxemburg, Marokko, Noorwegen, de Republiek Panama, Nederland en Nederlandsch-Indië, Peru, Polen, Portugal, Roemenië, Zweden, Zwitserland, de Tsjechooslowaaksche Republiek, Tunis, de Unie van Socialistische Sowjet Republieken, Uruguay en Zuidslavië.

De ondergeteekenden, Gevolmachtigden van de Regeeringen der hierboven genoemde landen, zijn het navolgende overeengekomen:

Artikel 1.

1. De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich tot het in stand houden en onderhouden van een Internationaal Instituut voor Koeltechniek, welks zetel is te Parijs.
2. In de hoedanigheid van lid, genietende van de rechten en onderworpen aan de verplichtingen, omschreven in het onderhavige Verdrag, maken van het Internationaal Instituut voor Koeltechniek deel uit:
 - 1°. De verdragsluitende Staten, evenals die hunner overzeesche gebiedsdeelen en koloniën, welke zij hebben aangewezzen bij de onderteekening van het onderhavige Verdrag en welke voorkomen op de hierachter gevoegde lijst;

2°. De Staten, die geen partij zijn bij het onderhavige Verdrag en de overzeesche gebiedsdeelen en koloniën, welke niet voorkomen op de hierboven bedoelde lijst, indien de betrokken Staten toetreden tot genoemd Verdrag, voor het moederland of voor overzeesche gebiedsdeelen of koloniën en indien tot de toelating van het nieuwe lid tot het Internationaal Instituut voor Koeltechniek wordt besloten door het Uitvoerend Comité, bedoeld in artikel 5, met een meerderheid van twee derden der vertegenwoordigde Staten, Dominions of Koloniën. Het verzoek zal worden gericht tot den Directeur van het Instituut; het zal de verplichting medebrengen om door een jaarlijksche bijdrage in de kosten van het Instituut deel te nemen, onder de voorwaarden, bepaald bij artikel 9. Zoodra tot een toelating zal zijn besloten, zal door den Directeur daarvan mededeeling worden gedaan aan den Minister van Buitenlandsche Zaken van Frankrijk, die daarvan aan alle toetredende Regeeringen zal kennis geven.

Artikel 2.

Rechtspersonen of natuurlijke personen, die een rol hebben gespeeld op het gebied van de wetenschap en de industrieën van de koeltechniek en de begunstigers van het Internationaal Instituut voor Koeltechniek zullen, bij besluit van het Uitvoerend Comité, den titel van corresponderend lid van het Instituut kunnen ontvangen.

Artikel 3.

1. Het Instituut, dat zijn werkzaamheden tot internationaal gebied beperkt, heeft als voornaamste doeleinden:

- 1°. het bevorderen van het onderwijs in de wetenschap en de praktijk van de koeltechniek en de uitwerking en de verspreiding van de studiën en wetenschappelijke of technische onderzoekingen, op dat gebied uitgevoerd;
- 2°. het bevorderen van de studie van de beste oplossingen der vraagstukken, welke betrekking hebben op het bewaren, het vervoer en de verwerking van koelstoffen en overige waren;

3°. het bekendmaken, onder opgave van de herkomst der openbaar gemaakte gegevens, van den toestand over de geheele wereld van de afgekoelde waren met betrekking tot voortbrenging, vervoer en verbruik;

4°. het bijeenbrengen, met het oog op hun openbaarmaking, van alle wetenschappelijke, technische en economische gegevens en documenten, welke betrekking hebben op het voortbrengen en benutten van de koeltechniek;

5°. het bijeenbrengen voor hun onderzoek van de wetten, reglementen en gegevens van allerlei aard, welke van belang zijn voor de koeltechniekindustrieën en zoo noodig het aan de Regeeringen ter goedkeuring voorleggen van maatregelen, strekkende tot verbetering en unificatie der voorschriften betreffende het internationale vervoer van voortbrengselen, waarop de toepassing van de koeltechniek van nut kan zijn;

6°. het organiseren van internationale Congressen voor de koeltechniek;

7°. voortdurend in verbinding te blijven met de betrokken wetenschappelijke kringen en vakmensen, ten einde de uitvoering van zijn werkprogramma te verzekeren.

2. Alle vraagstukken, die betrekking hebben op de economische belangen, de wetgeving en het inwendig bestuur van een Staat in het bijzonder, vallen buiten de bevoegdheid van het Internationaal Instituut voor Koeltechniek.

Artikel 4.

1. Het Internationaal Instituut voor Koeltechniek is geplaatst onder het gezag en toezicht van een algemeene Conferentie, samengesteld uit vertegenwoordigers, aangewezen door de Leden van het Instituut. Die leden, welke geen officieele vertegenwoordigers wenschen te benoemen, kunnen door het Internationaal Instituut voor Koeltechniek de aan hun land zal vertegenwoordigen.

2. Het aantal vertegenwoordigers van elk Lid van het Instituut in de algemeene Conferentie is vastgesteld bij artikel 9 van het onderhavige Verdrag, dat de deelneming

der Leden van het Instituut in de kosten van dit Instituut regelt. De leden van de Conferentie, die verhinderd zijn een bijeenkomst bij te wonen, hebben het recht aan een van hun medeleden in de Conferentie volmacht te verleenen.

3. De algemeene Conferentie komt minstens eenmaal in de vier jaren bijeen. Haar Voorzitter wordt, met meerderheid van stemmen, gekozen voor vijf jaren, overeenkomende met elk der vijfjarige tijdperken, voorzien in artikel 10.

Artikel 5.

1. De uitvoerende macht van het Internationaal Instituut voor Koeltechniek berust bij een Uitvoerend Comité, dat, onder de leiding en het toezicht van de algemeene Conferentie, de beslissingen daarvan ten uitvoer legt en de aan haar oordeel te onderwerpen voorstellen voorbereidt.

2. Het Uitvoerend Comité bestaat uit leden, aangewezen door de bevoegde autoriteiten der Leden van het Instituut. Elk dezer leden wordt in het Uitvoerend Comité door één persoon vertegenwoordigd.

3. De Voorzitters van de internationale Commissies, bedoeld in artikel 7 van het onderhavige Verdrag, hebben toegang tot het Uitvoerend Comité met een raadgevende stem.

4. Het Uitvoerend Comité vergadert minstens eenmaal per jaar. Het is belast met de uitvoering van de besluiten der algemeene Conferentie. Het heeft het volledig toezicht op het bestuur van het Instituut. Het benoemt bij geheime stemming den Directeur, die de functie bekleedt van algemeen Secretaris van de algemeene Conferentie en van het Uitvoerend Comité. Het stelt het reglement voor het personeel vast, zoomede alle maatregelen, welke voor de werking van het Instituut noodzakelijk zijn.

5. De leden van het Uitvoerend Comité, die verhinderd zijn een vergadering bij te wonen, hebben het recht een van hun medeleden in het Comité volmacht te geven.

6. Gedurende den tijd tusschen de zittingen heeft het Uitvoerend Comité de bevoegdheden van de algemeene Conferentie, onder voorbehoud van bekrachtiging door deze van de genomen beslissingen.

7. In elk geval zijn de beslissingen niet geldig, dan met een meerderheid van $\frac{2}{3}$ der stemmen van de tegenwoordige of vertegenwoordigde leden.

8. Het Uitvoerend Comité kiest uit zijn midden een Besturend Comité, bestaande uit één Voorzitter, 6 Onder-Voorzitters en een Comité van Administratie, bestaande uit 15 leden, dat meer speciaal belast is met het opmaken der begrooting en het uitbrengen van een jaarlijksch verslag over den financieelen toestand van het Instituut.

9. Onder toezicht van het Comité van Administratie stelt de Directeur order op het doen der uitgaven en draagt hij zorg voor de ontvangsten. Hij teekent alle quitanties en ontvangstbewijzen. Hij betaalt, accepteert, endosseert of trekt alle wissels, handelspapieren of mandaten voor rekening van het Instituut.

10. De Voorzitter van de algemeene Conferentie heeft, met raadgevende stem, toegang tot de vergaderingen van het Uitvoerend Comité en van het Comité van Administratie.

Artikel 6.

1. De werking van het Instituut wordt verzekerd door een bezoldigd personeel, daaronder begrepen een Directeur, benoemd door het Uitvoerend Comité, en de voor de werking van het Instituut noodige agenten.

2. De benoeming en het ontslag van alle beambten geschiedt door den Directeur, die daarvoor verantwoordelijk is tegenover het Uitvoerend Comité.

Artikel 7.

1. De onderzoekingen, bedoeld in artikel 3 van het onderhavige Verdrag, worden ondernomen en uitgevoerd, hetzij door internationale Commissies, waarvan het aantal en de bevoegdheden worden vastgesteld door de algemeene Conferentie, hetzij door deskundigen, aangewezen door de algemeene Conferentie.

2. Deze onderzoekingen betreffen de vraagstukken, welke betrekking hebben op de benutting en de voortbrenging der koeltechniek op elk gebied en met name: het verkrijgen van lage temperaturen;

koelmateriaal en koelinstallaties;
 industrieele toepassingen van de koeltechniek;
 vervoer;
 wetgeving;
 onderwijs;
 algemeene economie en statistiek.

3. De Voorzitter van elk dier Commissies wordt gekozen door de algemeene Conferentie, wier rapporteur hij is.

4. De samenstelling van elke Commissie wordt door het Uitvoerend Comité bepaald op voorstel van den Voorzitter van genoemde Commissie, rekening houdende met de wenschen, uitgesproken door de Vereenigingen voor Koeltechniek of andere wetenschappelijke of industrieele organisaties van de landen, welke tot het onderhavige Verdrag zijn toegetreden.

Artikel 8.

1. De werkzaamheden der Commissies en de gegevens van allerlei aard, door het centraal Bureau van het Instituut krachtens artikel 3 van het onderhavige Verdrag verzameld, worden door middel van een tijdschrift bekendgemaakt. Dit officieel orgaan wordt in het Engelsch en in het Fransch uitgegeven, maar een uitgave in elke andere taal van een land, tot het onderhavige Verdrag toegetreden, zal kunnen geschieden op verzoek van de belanghebbende landen, naarmate de gewone of buitengewone inkomsten van het Instituut dit zullen veroorloven.

2. Het tijdschrift wordt kosteloos verstrekt aan alle tot het onderhavige Verdrag toegetreden landen in een verhouding door de algemeene Conferentie vastgesteld volgens de categorie, waarin zij zijn ingeschreven.

Artikel 9.

1. De voor de werking van het Instituut noodzakelijke kosten worden gedekt:

1^o. door de jaarlijkse subsidies van de Leden van het Instituut, die zich verbinden aan zijn werking deel te nemen. Deze bijdragen, betaalbaar in alle vrij verhandelbare deviezen, worden vastgesteld in goudfranken van een gewicht van

10/31^e gram met een gehalte van 0,900 fijn 1), volgens onderstaande categorieën:

Categorieën.	Jaarlijkse subsidies in goudfranken.	Aantal stemmen, waarover de Leden in de algemeene Conferentie en in het Uitvoerend Comité beschikken.
I		
II	4.800	6
III	3.600	5
IV	2.400	4
V	1.600	3
VI	800	2
	400	1

2°. door de ontvangsten, verkregen uit de abonnementen op het tijdschrift en den verkoop van de publicaties van het Instituut, onder de voorwaarden door het Uitvoerend Comité vastgesteld;

3°. door de bijdragen, giften en legaten, die het Instituut wettig kunnen toekomen, bijzonderlijk ingevolge de toepassing van artikel 2 van het onderhavige Verdrag.

2. De bedragen, welke het aandeel van elk der verdragsluitende Landen vormen, worden door deze aan het begin van elk jaar door tusschenkomst van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken van Frankrijk aan den Directeur van het Instituut overgemaakt.

Artikel 10.

1. Het onderhavige Verdrag wordt gesloten voor een tijdperk van 10 jaren. Bij den afloop van dien termijn zal het worden vernieuwd door stilwijgende verlenging van telkens vijf jaren. Ieder Lid heeft het recht zich na afloop van elk tijdperk uit het Instituut terug te trekken of de categorie,

1) Monetaire eenheid, voorzien in artikel 28 van het Algemeen Postverdrag van 28 Juni 1929, in Frankrijk afgekondigd bij het decreet van 17 Maart 1933.

waarin het zich heeft geplaatst, te wijzigen, mits daarvan één jaar van te voren mededeeling wordt gedaan.

2. Elk Lid van het Instituut, dat later toetreedt, is tot na afloop van het eerste tijdperk van 10 jaren gebonden, indien het in de eerste vijf jaren van dat tijdperk is toegelaten. In het tegenovergestelde geval is het gebonden tot na afloop van het tijdperk van vijf jaren, volgende op dat, in den loop waarvan het is toegelaten.

Artikel 11.

1. Het onderhavige Verdrag zal worden bekrachtigd. Elke Mogendheid zal, binnen den kortst mogelijken tijd, haar akte van bekrachtiging aan de Fransche Regeering doen toekomen, door wier tusshenkomst daarvan aan de andere onderteekenende Landen kennis zal worden gegeven.

2. De akten van bekrachtiging blijven bewaard in de archieven van de Fransche Regeering.

3. Het onderhavige Verdrag zal voor alle onderteekenende Landen in werking treden op den dag der nederlegging van zijn akte van bekrachtiging.

Ten blijke waarvan de hieronder genoemde gevolmachtigden, wier volmachten in goeden en behoorlijken vorm zijn bevonden, het onderhavige Verdrag hebben ondertekend.

Gedaan te Parijs, den 31sten Mei 1937.

Voor Duitschland:

L.S. Johannes Graaf VON WELCZEK.

Voor de Argentijnsche Republiek:

L.S. T. A. LE BRETON.

Voor België:

L.S. Graaf DE KERCHOVE.

Voor Brazilië *ad referendum*:

L.S. L. M. DE SOUZA-DANTAS.

Voor Bulgarije:

L.S. C. BALTOLOFF.

Voor China:

L.S. V. K. WELLINGTON KOO.

Voor de Republiek Costa-Rica:

Voor de Cubaansche Republiek:

L.S. José René MORALES.

Voor Denemarken:

L.S. T. BULL.

Voor Spanje:

Voor de Vereenigde Staten:¹⁾

Voor Finland:

L.S. Harri HOLMA.

Voor Frankrijk:

L.S. Yvon DELBOS.

Voor Algerië:

L.S. Yvon DELBOS.

Voor de Koloniën van Fransch-West-Afrika en voor
Madagascar:

L.S. Yvon DELBOS.

1) Voor wat betreft de Vereenigde Staten van Amerika, die, evenals in 1920, het Verdrag niet hebben geteekend, is dit Verdrag aangevaard door het „American Institute of Refrigeration”, dat daarvan rechtstreeks heeft kennisgegeven aan het Internationaal Instituut voor Koeltechniek. Aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Frankrijk is mededeeling van deze toetreding gedaan.

Voor Groot-Britannië en voor Britsch-Indië:

Bij het onderteekenen van het onderhavige verdrag:
 1°) Voor het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië
 en Noord-Ierland en
 2°) voor Britsch-Indië,

verklaar ik:

1°) dat mijn onderteekening is gedaan onder voorbehoud van het recht zich uit het Instituut terug te trekken met ingang van den 21sten Juni 1940, mits hiervan minstens één jaar tevoren mededeeling wordt gedaan;

2°) dat in de betrekkingen tusschen Zijne Majesteit den Koning van Groot-Britannië, Ierland en de Britsche Overzeesche Gebiedsdeelen, Keizer van Indië, en de andere Hooge Verdragsluitende Partijen, die het onderhavige Verdrag van den 21sten Juni 1920 zal vervangen vanaf den dag van nederlegging van Zijn bekrachtigingsoorkonde met betrekking tot: 1°. het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland; 2°. Britsch-Indië.

L.S. H. Lloyd THOMAS.

Voor het Gemeenebest van Australië:

L.S. H. Lloyd THOMAS.

Voor de Unie van Zuid-Afrika:

L.S. Eric H. LOUW.

Voor Canada:

Voor Nieuw-Zeeland:

L.S. D. J. JORDAN.

Voor Griekenland:

L.S. N. POLITIS.

Voor de Republiek Haïti:

Voor Italië:

L.S. V. CERRUTI.

Voor de Italiaansche Koloniën Erythrea, Cyrenaïca,
Tripolis en Somaliland:

L.S. V. CERRUTI.

Voor Japan:

L.S. MITANI.

Voor Luxemburg:

L.S. Ant. FUNCK.

Voor Marokko:

Voor Noorwegen:

L.S. GRONVOLD.

Voor de Republiek Panama:

Voor Nederland en Nederlandsch-Indië:

L.S. J. LOUDON.

Voor Peru:

Voor Polen:

L.S. J. LUKASIEWICZ.

Voor Portugal:

Voor Roemenië:

L.S. C. CESIANO.

Voor Zweden:

L.S. E. HENNINGS.

Voor Zwitserland:

L.S. DUNANT.

Voor de Tsjechoslowaaksche Republiek:

L.S. Stefan OSUSKY.

Voor Tunis:

L.S. TRONET.

Voor de Unie van Socialistische Sowjet Republieken:

L.S. Eugène HIRSCHFELD.

Voor Uruguay:

L.S. Pablo PENANDO.

Voor Zuidslavië:

L.S. Bojidar POURITCH.

